

Réduire l'accès à l'alcool fort (page 3)

Un défi de taille



Généralement, les boissons vendues au Burundi sont conformes aux normes, mais que certaines d'entre elles sont à risque pour la consommation.

ECONOMIE

PUBLIREPORTAGE

TIC



DPBEP 2026-2029

Quand l'économie du Burundi reste emmaillée de pas mal de défis (page 2)



CREOP-Jeunes

Un tremplin vers l'emploi pour une jeunesse en quête d'avenir (page 4)



Transfert d'argent

BurundiPay : Le nouveau pilier de l'économie numérique (page 6)



Le journal se rapproche de ses lecteurs. Il va diffuser des informations en continue et en intégralité 24h/24.

Editorial

Cherté des matériaux de construction, les locataires en pâtissent



Jean Marie Vianney Niyongabo,
Journaliste.

La cherté des matériaux de construction devient de plus en plus inquiétante. Les fers à béton et les tôles, bien que fabriqués au Burundi, voient également leurs tarifs grimper sans cesse.

A titre illustratif, le fer à béton de 12 mm fabriqué par Fabrimetal s'achète aujourd'hui à 75 000 Fbu contre 60 000 Fbu en 2024. Celui de 10 mm coûte désormais 52 000 Fbu contre 43 000 Fbu en 2024 et celui de 8 mm est passé de 28 000 Fbu à 32 000 Fbu sur la même période.

Une benne de moellons se négocie aujourd'hui entre 230 000 et 240 000 Fbu. Le coût de celle de sable,

des briques, des pierres et du gravier n'est pas à la portée de toutes les bourses.

A cela s'ajoute le prix du ciment produit par BUCECO. Le ciment de type 32,5R le plus utilisé est passé de 24 500 Fbu en 2021 à 55 000 Fbu en 2026. Au-delà des matériaux de construction, le coût de la main-d'œuvre a également bondi. Ce qui empire la situation et décourage les entrepreneurs.

Un maçon recruté ne touche pas moins de 35 000 Fbu par jour tandis que les aides-maçons perçoivent 20 000 Fbu par jour.

Cette situation pèse lourdement sur les conditions de vie des ménages dans la ville de Bujumbura, surtout en ce qui concerne le loyer. Les bailleurs augmentent du jour au jour les loyers car l'offre en termes de maisons d'habitations est inférieure à la demande.

La raison principale est que plus les matériaux de construction deviennent chers, plus se construire le premier logement devient un casse-tête.

Un autre facteur qui rend difficile la construction des maisons d'habitation est le coût des parcelles dans la ville de Bujumbura. Ce n'est

pas n'importe qui qui se hasarde à s'acheter une parcelle dans les quartiers tels que Mutakura, Ngagara, Carama, Kanyosha, etc car un are vaut les yeux de la tête.

On paie 100 millions de Fbu et plus pour se procurer seulement une parcelle d'un are.

Tout cela pour dire qu'un dignitaire qui a dit ces derniers jours que vivre dans la ville de Bujumbura n'est pas pour tout le monde n'a pas menti. Cela commence à devenir une réalité.

ECONOMIE

Quand l'économie du Burundi reste emmaillée de pas mal de défis

L'économie du Burundi reste confrontée à pas mal de défis. L'inflation reste élevée. Les dépenses publiques augmentent sensiblement. La dette publique va crescendo de façon inquiétante. Cela ressort de la note analytique du Sénat sur base de ce que dit le DPBEP 2026-2029. Pas mal de recommandations ont été formulées pour inverser la tendance

La commission chargée des questions économiques, des finances, du budget, de l'environnement, sociales, de la jeunesse, des sports et de la culture au Sénat à travers le Document de Planification Budgétaire et Economique Pluriannuelle 2026-2029 (DPBEP 2026-2029) affirme qu'il y a beaucoup de choses à faire pour développer le pays.

Dans une note analytique adressée au très Honorable président du Sénat le 8 avril 2026, il est ressorti que le DPBEP 2026-2029 reconnaît une inflation très élevée (34 % en 2025). Pourtant, cette commission déplore le fait que les mesures concrètes de la maîtrise de cette situation restent peu détaillées. De plus, les causes structurelles de cette super inflation ne sont pas suffisamment approfondies.

Malgré que le document projette une amélioration de la balance courante (le déficit courant devrait se maintenir à 8,2% en ratio du PIB), le déficit courant reste important et la dépendance aux importations demeure élevée.

Les dépenses publiques augmentent sensiblement

Selon cette commission, cette situation traduit une fragilité



Alain Ndikumana, ministre en charge des finances : « Prendre des avances à la BRB aggrave le niveau de l'inflation, car il s'agit d'une création de l'argent qui ne rime pas avec la production ».

structurelle de l'économie. Le document montre que les dépenses augmentent fortement, notamment les dépenses du personnel et les dépenses d'investissement. S'agissant des dépenses publiques totales, le document projette une hausse sur la période 2026/2027-2028/2029. Elles passeraient de 6478,4 milliards de Fbu à 8 510,8 milliards de Fbu, soit une progression moyenne annuelle de 16,8%.

Et de préciser que cela peut aggraver le déficit et augmenter la dette publique. Le pire est que les fonds offerts par les partenaires au développement ne sont pas consommés à la lettre. Le document mentionne des taux de décaissement faibles (moins de 30%) pour certains projets suite à certaines inefficacités dans l'exécution des projets et à une faible capacité institutionnelle.

Des recommandations formulées pour le développement du pays

La commission recommande pas

mal de stratégies pour inverser la tendance. Elle demande la mise en place d'une politique anti-inflationniste claire, le renforcement de la coordination entre la politique monétaire et la politique budgétaire, l'amélioration de la production pour réduire les pressions sur les prix et la stabilisation du taux de change.

La réduction des déséquilibres extérieurs par la promotion de la substitution aux importations, la diversification des exportations et le renforcement de la compétitivité des produits locaux est aussi une nécessité. Et d'ajouter la maîtrise des dépenses publiques par la rationalisation des dépenses courantes, la priorisation des investissements à fort impact et l'amélioration de l'efficacité de la dépense publique.

Elle recommande aussi l'amélioration de la capacité d'exécution des projets par le renforcement des capacités institutionnelles, la simplification des procédures administratives et l'amélioration du suivi-évaluation des projets. Il faudrait également

est une nécessité. De plus, il faudrait réviser le cadre légal du tourisme pour promouvoir l'industrie touristique.

Il faudrait généraliser les opérations d'irrigation et de mécanisation dans tout le pays, prévoir un fonds de soutien des investisseurs agricoles et renforcer les capacités de l'ISABU pour la production des semences et l'amélioration des variétés locales afin de se tirer de la dépendance de l'extérieur.

En plus des recommandations formulées par le Sénat, Alain Ndikumana, ministre en charge des finances demande la stabilisation du cadre macro-économique et une croissance économique à deux chiffres.

Pour y parvenir, il demande de changer de stratégie pour financer l'économie du pays. En décourant avec le recours aux avances à la BRB est une priorité. Selon lui, prendre des avances à la banque centrale aggrave le niveau de l'inflation, car il s'agit d'une création de l'argent qui ne rime pas avec la production.

Pourtant, il faut développer le système de financement classique, car il nécessite des intérêts. Dans ce cas, le pays fournit des efforts dans la gestion de ce financement.

Notons que le DPBEP 2026/2029 constitue un outil stratégique essentiel pour une planification économique et budgétaire efficace du Burundi. Il reflète une volonté affirmée des autorités de renforcer la discipline budgétaire, de soutenir la croissance économique et de promouvoir le développement à moyen terme. En définitive, ce document constitue une base solide pour l'action publique, mais nécessite des ajustements et un suivi rigoureux pour atteindre les objectifs de développement fixés.

Jean Marie Vianney Niyongabo

renforcer la mobilisation des ressources internes en élargissant l'assiette fiscale, en luttant contre la fraude fiscale et en modernisant l'administration fiscale par généralisation de la digitalisation.

La mise en place d'un guichet unique de l'investisseur et de l'exportateur et d'une plateforme des producteurs pour promouvoir les exportations

Taux de change du 24 Avril 2026

Sources : BRB/www.brb.bi

Monnaies étrangères	Marché officiel	
	Acheteur	Vendeur
Dollar USA	2962	3010
Euro	3460	3516
Shi. Kenyan	22.9174	23.2871
Shi. Tanzanien	1.1406	1.1590
Shi. Ougandais	0.7975	0.8104
Fr Rwandais	2.0279	2.0606

BurundiEco
Media - Part - Station

C.d'Uvira, Immeuble Hope Design

Référence CNC : 100/CNC/236/2012
Parution le vendredi

Rédacteur en chef :
Mélance Maniragaba

Service commercial :
+257 22 277868 / 65800014

Le BBN alerte sur la consommation excessive d'alcools forts

Le Bureau Burundais de Normalisation et de contrôle de la qualité (BBN) révèle que la majorité des boissons alcoolisées vendues au Burundi respectent les normes de qualité. Cependant, l'institution met en garde contre leur accessibilité et leurs modes de consommation, jugés dangereux pour la santé publique, notamment chez les jeunes.



Samuel Ndayiragije, directeur général du BBN, recommande au ministère en charge du commerce d'augmenter les prix des boissons fortement alcoolisées locales afin de limiter leur accessibilité et les abus.

Généralement, les boissons vendues au Burundi sont conformes aux normes, mais que certaines d'entre elles sont à risque pour la consommation. La plupart des bières, vins et liqueurs, qu'ils soient produits localement ou importés, respectent les exigences légales en matière de qualité et de sécurité sanitaire. Cela a été annoncé le 22 avril 2026 par Dr Samuel Ndayiragije, directeur général du Bureau Burundais de Normalisation et de contrôle de la qualité (BBN), lors de la présentation des résultats des enquêtes menées sur les boissons alcoolisées commercialisées au Burundi.

Dr Ndayiragije cite notamment les boissons comme Savana, Susuruka, Niko ou Hozagara, fabriqués au Burundi dont le degré d'alcool avoisine les 16 %,

un niveau comparable à celui de certains vins et liqueurs importés. Du côté des produits étrangers, les taux sont parfois plus élevés : la vodka importée du Kenya atteint environ 40 % d'alcool, tandis que le Waragi venu d'Ouganda tourne autour de 37,5 %. Certains vins importés comme ceux de Tanzanie ou d'Europe, présentent des taux compris entre 12,5 % et 15 %. Pour le BBN, ces boissons sont globalement conformes aux normes. Le problème ne réside donc pas dans leur fabrication, mais dans leur

accessibilité et leurs conditions de consommation.

L'écart des prix qui favorise la consommation excessive

Le constat le plus préoccupant concerne les prix très bas des boissons alcoolisées produites localement. Dr Ndayiragije souligne que certaines boissons fabriquées au Burundi, comme Niko ou Susuruka, sont vendues entre 2 000 et 3 000 FBu pour une bouteille plastique

de 300 ml. A titre de comparaison, des boissons importées ayant un degré d'alcool similaire ou parfois inférieur peuvent coûter entre 70 000 et 160 000 FBu la bouteille. Cet écart important rend les produits locaux beaucoup plus accessibles à la population à faible revenu.

Cette différence de prix favorise une consommation excessive, notamment chez les jeunes et les ménages modestes, avec des conséquences parfois graves sur la santé publique. Le BBN alerte sur les cas d'ivresse aiguë, de comportements à risque et même de décès liés à cette consommation non maîtrisée.

Des failles dans le contrôle et des moyens limités pour le BBN

Au-delà de la question des prix, le BBN reconnaît faire face à d'importantes contraintes logistiques et financières. L'institution ne dispose que d'un seul véhicule opérationnel pour effectuer les inspections sur le terrain. Ce qui limite fortement sa capacité de contrôle. Selon Dr Ndayiragije, cette situation empêche les équipes du BBN d'effectuer les visites régulières sur terrains ; par exemple dans les unités de production où elles sont, censées avoir lieu au moins quatre fois par an. En réalité, certaines installations ne sont contrôlées

qu'une fois par an. Ce qui laisse la porte ouverte à des pratiques non conformes.

Le D.G du BBN ajoute également que le manque de carburant et de ressources humaines complique encore davantage la mission du BBN. Une autre difficulté, c'est l'absence d'une structure de soutien pour le contrôle des produits importés, contrairement aux années précédentes.

Face à cette situation, le Dr Ndayiragije recommande aux autorités, notamment au ministère en charge du commerce d'envisager une augmentation des prix des boissons fortement alcoolisées produites localement. L'objectif serait de réduire leur accessibilité excessive afin de limiter les abus. Par ailleurs, les autorités administratives sont appelées à renforcer les contrôles sur les détaillants qui achètent en gros pour revendre en petites quantités sans respect des règles. Ces pratiques facilitent une consommation anarchique difficile à encadrer.

Il plaide aussi pour un renforcement des moyens du BBN. Selon lui, si l'institution disposait de ressources suffisantes, elle pourrait devenir l'une des principales sources de revenus de l'Etat grâce à un meilleur contrôle des industries et des produits importés.

Gilbert Nkurunziza

SPORT

Tour féminin Yennenga 2026

Odette Nsengiyumva éprouvée, mais jusqu'au-boutiste

Malgré des chutes, une forte chaleur et des problèmes mécaniques, la cycliste burundaise Odette Nsengiyumva a fait preuve de courage lors du Tour féminin Yennenga 2026, disputé au Burkina Faso du 13 au 19 avril 2026. Une expérience difficile, mais riche d'enseignements pour les échéances internationales à venir.



Lors du tournoi, la cycliste Odette Nsengiyumva a subi des chutes, mais elle n'a pas abandonné.

La participation d'Odette Nsengiyumva au Tour féminin Yennenga 2026 ne s'est pas passée comme prévue. La compétition a été marquée par une pression constante. Dès les premières étapes, la Burundaise s'est retrouvée au centre de toutes les attentions. Selon son entraîneur, Prosper Niyonkuru, la cycliste burundaise était particulièrement surveillée par ses concurrentes burkinabè, conscientes de son potentiel.

« Avant même le départ, des animateurs annonçaient au micro qu'il fallait la surveiller de près », explique-t-il. Cette pression s'est traduite sur le terrain par des stratégies visant à la déstabiliser. A plusieurs reprises, elle a été gênée dans sa course. Ce qui a entraîné des chutes et des incidents mécaniques. Sa bicyclette a notamment été endommagée, la contraignant à en emprunter une autre... qui s'est également révélée défectueuse.

Chutes, blessures et résilience

Les difficultés ne se sont pas arrêtées là. Dès le premier jour, Odette Nsengiyumva a été victime d'une chute après un accrochage

avec une concurrente. Le scénario s'est répété le lendemain, aggravant ses blessures. Malgré tout, la cycliste burundaise n'a pas abandonné. « Elle a terminé l'ensemble de 373 km prévus, alors qu'elle courait blessée et sous traitement », souligne son entraîneur. Une ténacité comparée à celle d'un soldat qui poursuit le combat malgré les blessures. En plus de cela, les conditions climatiques ont également représenté un défi majeur. Avec des températures atteignant 42°C au Burkina Faso, loin des 15 à 27°C habituels au Burundi, l'adaptation a été difficile. « Ce n'était pas évident, mais cela nous a aussi forgés », ajoute-t-il.

Grâce à cette détermination, Mlle Nsengiyumva a réussi à décrocher des résultats honorables. Lors d'une étape, elle a terminé à la 11e place après avoir emprunté le vélo d'une coéquipière. Plus tard, malgré une blessure visible au bras, elle a même atteint la 6e position. Des performances qui témoignent de son endurance et de sa capacité à surmonter l'adversité.

Une expérience formatrice pour l'avenir

Au-delà des résultats, cette compétition a constitué une étape

importante dans la préparation de la saison 2026. Bien que le Tour féminin Yennenga ne soit pas inscrit au calendrier de l'Union cycliste internationale (UCI) pour l'attribution de points, il a offert une occasion précieuse d'évaluer les défis auxquels les athlètes seront confrontés lors des grandes compétitions. Parmi celles-ci figurent notamment le Championnat d'Afrique, les Jeux olympiques de la jeunesse et le Championnat du monde. « Nous avons beaucoup appris, même sans prendre des notes », confie Prosper Niyonkuru.

Enfin, l'entraîneur a tenu à remercier les partenaires qui ont soutenu l'équipe, notamment la banque BANCOBU pour son appui logistique et l'assurance BIC pour la couverture maladie et voyage. Malgré les obstacles, Odette Nsengiyumva sort de cette compétition avec une expérience renforcée, prête à relever les prochains défis sur la scène internationale.

Gilbert Nkurunziza

CREOP-Jeunes, un tremplin vers l'emploi pour une jeunesse en quête d'avenir

Au Burundi, où le chômage des jeunes demeure un défi majeur, des initiatives locales tentent d'apporter des solutions concrètes à ce fléau. A travers son projet « Umwuga-Akazi », l'organisation CREOP-Jeunes accompagne des centaines de jeunes dans leur insertion professionnelle. Stages, formations, partenariats avec des entreprises : une approche pragmatique qui commence à porter des fruits, comme en témoignent plusieurs bénéficiaires et acteurs locaux.



Lydie Ndayishimiye (à gauche), directrice exécutive de CREOP-Jeunes, affirme que dans le cadre du projet « Umwuga-Akazi » près de 997 jeunes ont déjà bénéficié d'un renforcement de leurs compétences, tandis que 700 ont été placés en stage professionnel.

Au Burundi, des milliers de jeunes terminent leurs études sans jamais avoir eu l'opportunité d'acquérir une expérience professionnelle concrète. Ce décalage entre les connaissances théoriques et les exigences du marché du travail constitue un obstacle majeur à leur insertion professionnelle. C'est dans ce contexte que l'organisation Création des Opportunités pour les Jeunes (CREOP-Jeunes) a mis en place le projet « Umwuga-Akazi ». Soutenu par l'Union Européenne et mis en œuvre en partenariat avec l'organisation Spark, ce programme vise à renforcer l'employabilité des jeunes à travers des formations pratiques et des stages professionnels. Ainsi, cette initiative est née pour combler le fossé entre formation et emploi.

Du 16 au 19 avril 2026, CREOP-Jeunes a organisé une série de cérémonies de remise de certificats à des jeunes ayant effectué des stages professionnels d'une durée de trois à six mois. Ces activités se sont déroulées dans plusieurs localités. Dans la province de Burunga, elles ont eu lieu dans la ville de Rumonge et à Mugara dans la zone Gatete, dans la commune Bururi (au chef-lieu de la commune et sur la colline de Ntunda dans l'ancienne commune de Vyanda). Les certificats ont également été remis à Rutovu (toujours dans la commune de Bururi) et dans la commune de Matana sans oublier dans la ville de Bujumbura.

Lors de ces activités, 318 jeunes stagiaires ont reçu des certificats attestant la fin de leur stage. Pour CREOP-Jeunes, cette étape marque à la fois une reconnaissance des efforts fournis et un encouragement à poursuivre leur parcours professionnel.

Des stages dans des secteurs variés pour une expérience concrète

L'un des points forts du projet « Umwuga-Akazi » réside dans la diversité des secteurs d'intervention. Les jeunes bénéficiaires ont été accueillis dans des structures variées : écoles, hôpitaux, industries, ateliers de couture, menuiseries, garages automobiles, salons de coiffure, pharmacies, secrétariats publics, etc. Cette diversité permet aux jeunes de découvrir différents environnements professionnels et d'acquérir des compétences adaptées aux réalités du marché local.

Pour Aimée Colombe Dushime, stagiaire dans une maison de production audiovisuelle à Rumonge, cette expérience a été déterminante. « Au cours de mes six mois de stage, j'ai développé de solides compétences en production d'images, une expérience qui m'a profondément enrichie tant sur le plan professionnel que personnel », confie-t-elle, mettant en avant les

savoir-faire développés durant cette période. Avant même d'intégrer son lieu de stage, elle avait bénéficié de formations en compétences comportementales de la part de CREOP-Jeunes, notamment sur les attitudes à adopter en milieu professionnel, un aspect souvent négligé mais pourtant essentiel pour réussir son insertion.

Des opportunités d'emploi réelles pour certains bénéficiaires

Si les stages représentent une première étape, ils peuvent aussi déboucher sur des opportunités d'emploi. Plusieurs témoignages recueillis lors de ces activités l'attestent. C'est le cas de Béatrice Ndayizigiye, qui a effectué son stage au sein du service pédiatrie de l'hôpital de Bururi. « L'hôpital m'a embauchée et j'ai commencé officiellement le travail au mois de septembre 2025. Ce qui est une réussite pour moi », explique-t-elle. Son parcours illustre l'impact concret du programme, qui ne se limite pas à la formation, mais favorise également l'accès à un emploi durable.

Un autre exemple marquant est celui d'Eliphase Niyukuri, un jeune diplômé en pédagogie qui était resté sans emploi pendant 12 ans. Grâce à CREOP-Jeunes, il a pu effectuer un stage dans une école fondamentale à Bururi. Cette expérience lui a permis d'obtenir un certificat attestant

comme enseignant bénévole. Lors d'un concours de recrutement organisé par l'Etat, ce document lui a donné un avantage décisif. Sur 218 candidats pour seulement quatre postes, il a été retenu. Aujourd'hui, il exerce comme enseignant à l'école fondamentale de Bukiriro. Ces parcours montrent que les stages peuvent jouer un rôle déterminant dans l'accès à l'emploi en offrant aux jeunes une première expérience valorisable.

Un impact reconnu par les autorités locales

Les autorités locales saluent également l'apport du projet « Umwuga-Akazi ». Dans la commune de Bururi où le manque d'enseignants est un problème récurrent, l'initiative est perçue comme un appui important aux efforts de l'Etat. Selon Gilbert Niyonkuru, responsable des ressources humaines dans le département communal de l'enseignement, le projet contribue à améliorer la qualité de l'éducation tout en allégeant la charge des parents. « Nous encourageons CREOP-Jeunes à continuer dans ce sens en appuyant l'Etat », affirme-t-il. Il souligne que, par le passé, le recours à des enseignants bénévoles était une solution courante, mais posait des problèmes financiers pour les familles, contraintes de verser des contributions.

De son côté, le conseiller communal chargé des affaires politiques,

Patrick Ndayisenga, met en avant l'impact du projet sur le développement local. « CREOP-Jeunes apporte une dynamique nouvelle dans notre commune de Bururi », indique-t-il. Selon lui, les stages permettent aux jeunes diplômés d'acquérir une expérience professionnelle, mais aussi de développer des initiatives économiques. Certains peuvent créer des coopératives ou des associations, contribuant ainsi à la création d'emplois et à l'augmentation des recettes fiscales.

Un programme ambitieux aux résultats encourageants

Depuis son lancement, le projet « Umwuga-Akazi » affiche des résultats significatifs. Selon Lydie Ndayishimiye, directrice exécutive de CREOP-Jeunes, près de 997 jeunes ont déjà bénéficié d'un renforcement de leurs compétences, tandis que 700 ont été placés en stage professionnel. Le projet a également permis de former 140 enseignants en entrepreneuriat afin qu'ils puissent transmettre ces compétences dans les écoles techniques et professionnelles.

En termes d'impact sur l'emploi, les chiffres sont encourageants : plusieurs dizaines de jeunes ont déjà décroché un emploi, et environ 150 emplois permanents ont été recensés à ce jour. « C'est un projet qui vise à renforcer l'insertion

professionnelle des jeunes et à créer des emplois durables », explique Mme Ndayishimiye. Elle insiste sur l'importance du suivi et de l'accompagnement des stagiaires, afin de maximiser leurs chances d'obtenir un emploi à l'issue de leur formation.

Parmi les autres résultats du projet figure la validation de modules de formation en entrepreneuriat destinés aux jeunes issus des Centres d'Enseignement des Métiers (CEM) et des Centres de Formation Professionnelle (CFP). Dans ce cadre, CREOP-Jeunes a collaboré avec le ministère en charge de l'éducation, en mobilisant ses experts. Huit modules ont ainsi été élaborés et il reste désormais à les intégrer dans les curricula.

Ces modules portent notamment sur le choix d'une idée d'entreprise ainsi que sur le développement des start-up et des scale-up, l'élaboration d'un plan d'affaires, la gestion organisationnelle et financière, la planification stratégique accompagnée d'un plan d'action, le marketing, le positionnement et le branding, les partenariats stratégiques, la fiscalité simplifiée à l'intention des jeunes entrepreneurs, ainsi que l'entrepreneuriat féminin et le leadership inclusif.

Entre défis persistants et espoir pour l'avenir

Malgré ces avancées, de nombreux défis subsistent. Le nombre de jeunes à accompagner reste élevé et les ressources disponibles ne permettent pas encore de répondre à toutes les demandes. De plus, tous les stagiaires ne parviennent pas à décrocher un emploi immédiatement après leur formation. Toutefois, même pour ceux qui restent sans emploi, l'expérience acquise constitue un atout important pour leur avenir. Comme le souligne Diègue Urabintwari, un autre bénéficiaire qui a effectué un stage professionnel de six mois chez Gift Supermarket : « Aujourd'hui, j'ai une certaine expérience, ce qui n'est pas rien dans le CV. » A l'issue de ce stage, il a été embauché à la Banque de l'Habitat du Burundi (BHB). Ainsi, les compétences qu'il a acquises lors des différentes formations dispensées par CREOP-Jeunes, ainsi que durant son stage, lui ont permis de s'adapter facilement à ce nouvel emploi, d'exécuter correctement ses tâches et d'accueillir convenablement les clients, car il y était déjà habitué grâce à ses expériences de stage.

Ce constat met en évidence l'importance de telles initiatives dans un contexte où l'expérience professionnelle est souvent déterminante pour accéder à un emploi. A long terme, le succès du projet dépendra de sa capacité à être étendu et renforcé, ainsi que de l'implication continue des partenaires publics et privés.

A travers le projet « Umwuga-Akazi », CREOP-Jeunes apporte une réponse concrète à l'un des principaux défis du Burundi : l'insertion professionnelle des jeunes. En favorisant l'acquisition de compétences pratiques et en créant des passerelles entre formation et emploi, l'organisation contribue à redonner espoir à une génération souvent confrontée à l'incertitude. Si des efforts restent à fournir, les résultats obtenus jusqu'à présent témoignent du potentiel de ce modèle, qui pourrait inspirer d'autres initiatives à l'échelle nationale.



Les jeunes ayant effectué des stages professionnels d'une durée de trois à six mois ont reçu des certificats.

L'autonomisation des ménages, le pari visé par l'approche PIP

Dans un atelier régional d'échange sur l'approche PIP mise en œuvre par ZOA Burundi et le projet PAGRIS de l'IFDC, les bénéficiaires se réjouissent du fait que cette approche leur a permis d'améliorer leurs conditions de vie. Les ménages et les collines touchés ont enregistré des avancées notoires dans le développement durable et inclusif. Ils demandent son extension dans tout le pays. Le gouvernement affirme que l'approche PIP a généré des résultats satisfaisants au niveau des ménages et des collines. Il promet de contribuer à son extension pour qu'il n'y ait personne qui reste en arrière dans le développement durable et inclusif



Richard Ndayisenga, habitant la colline Kiramira de la commune Cibitoke dans la province Bujumbura affirme que les conditions de vie des membres de sa famille se sont améliorées.

manque de fertilisants organiques. Et d'ajouter la construction d'une maison moderne. Mme Nzeyimana explique que ses résultats ont été atteints car, tout ce qu'ils font repose sur une bonne planification. Et d'ajouter la collaboration entre tous les membres de la famille.

Térence Niragira, habitant la colline Matara de la commune Rwibaga dans la province Bujumbura abonde dans le même sens. Grâce à l'approche PIP, on a bien défini la vision de leur colline. Le plan de développement de cette colline repose alors sur les infrastructures d'habitation, les pistes d'accès, les écoles, les centres de santé, l'accès à l'eau potable, l'augmentation de la production agricole, la plantation des arbres, etc.

La raison est qu'après la récolte, on a besoin des pistes d'accès pour écouler une partie de la production. De plus, on a besoin des écoles pour l'éducation de leurs enfants et des centres de santé pour permettre à la population de se faire soigner facilement. Ces bénéficiaires précisent qu'actuellement ils sont modèles dans leur localité. Ils inspirent les autres dans le développement.

Micaël BEUN, coordonnateur du Projet d'Appui à une Gestion Responsable et Intégrée des Sols (PAGRIS) de l'IFDC financé par l'Ambassade du Royaume des Pays Bas affirme que les résultats générés par la mise en œuvre de l'approche PIP sont satisfaisants. La production agricole va crescendo et le niveau de vie des ménages s'améliore. Un grand changement en ce qui concerne le développement des collines touchées s'observe.

Les bénéficiaires de l'approche Planification Intégrée Participative (PIP) mise en œuvre par l'Ong ZOA et le projet Pagris de l'IFDC se réjouissent du fait que cette approche leur a permis d'améliorer le niveau de vie de leurs ménages et de contribuer énergiquement au développement de leurs collines d'origine. Cela ressort d'un atelier régional d'échange sur l'approche PIP organisé du 14 au 17 avril 2026.

Grâce à cette approche, Richard Ndayisenga, habitant la colline Kiramira de la commune Cibitoke dans la province Bujumbura affirme que les conditions de vie des membres de sa famille se sont améliorées.

En collaboration avec mon épouse, nous avons défini le vison de notre foyer. Et progressivement, nous avons tout fait pour mettre en œuvre les actions mises en avant dans notre plan du développement, explique-t-il. Ndayisenga indique qu'ils se sont engagés de se baser sur les bonnes pratiques agricoles pour booster la production agricole. Les courbes de niveau ont été tracées pour combattre l'érosion. Et d'ajouter la plantation des arbres agroforestiers.

Les conditions de vie des ménages s'améliorent

Son épouse Odette Nzeyimana se réjouit alors qu'actuellement on a augmenté la production agricole grâce à l'approche PIP. De plus, elle précise qu'ils ont acheté une vache pour maîtriser le défi lié au



Micaël BEUN, coordonnateur du Projet d'Appui à une Gestion Responsable et Intégrée des Sols (PAGRIS) de l'IFDC financé par l'Ambassade du Royaume des Pays Bas : « les résultats générés par la mise en œuvre de l'approche PIP sont satisfaisants ».

ménages et des collines au Burundi.

Ainsi, il argue que l'approche PIP constitue l'une des contributions les plus significatives des Pays Bas au Burundi. La mise en place de cette approche a déclenché une transformation profonde. Elle a redéfini la façon de l'ambassade des Pays Bas de concevoir le développement.

Il note que ce changement n'est pas limité au Burundi car l'approche a été même étendue à treize autres pays où elle continue de donner des résultats prometteurs.

Pourquoi l'approche PIP ?

Selon lui, cette idée a été initiée en 2012. A cette époque, le Burundi était confronté à une insécurité alimentaire persistante. Les résultats issus des efforts fournis pour inverser la tendance étaient souvent limités suite à des chocs externes en particulier.

C'est pour cela que cette idée cruciale s'est imposée car le changement durable commence chez la population elle-même, plus précisément chez les ménages



Emmanuel Niyungeko, secrétaire permanent au ministère en charge de l'Agriculture : « Je me réjouis du fait que les projets et les programmes financés par l'Ambassade des Pays Bas au Burundi et ses partenaires s'alignent avec les priorités du gouvernement du Burundi en général et du ministère en charge de l'Agriculture en particulier ».

agricoles. Lorsque les agriculteurs sont habilités à définir leur propre vision et à renforcer leurs capacités, l'Ambassade des Pays Bas renchérit que des progrès significatifs s'en suivent. Ils améliorent la production, renforcent la sécurité alimentaire et nutritionnelle et génèrent des excédents destinés au marché.

Ted précise que le gouvernement néerlandais a commencé à tester cette approche vers 2011-2012 dans le cadre du projet SCAD au Burundi. Elle a été étendue à travers de nouveaux projets au Burundi qui ont vu jour tels que le PAPAB, le PAGRIS, le PADANE et le PATSAB. Parallèlement, l'approche PIP s'est étendue au-delà des frontières du Burundi, jusqu'au Nigéria, en Syrie et en Inde.

Plus de 90 millions d'euros injectés dans des programmes liés à l'approche PIP

Aujourd'hui, plus d'une décennie plus tard, les résultats parlent d'eux-mêmes, ajoute Ted. Au cours des dix dernières années, l'ambassade de Pays Bas a investi plus de 90 millions d'euros dans des programmes liés à l'approche PIP touchant plus de 700 000 personnes.

Alors qu'on célèbre 16 années de progrès, l'ambassade des Pays Bas au Burundi reconnaît que le travail

n'est pas encore achevé. Alors que le gouvernement néerlandais s'apprête à fermer son ambassade au Burundi en 2027, de nombreux petits agriculteurs du Burundi n'ont pas encore bénéficié de l'approche PIP. Cette ambassade demande de partager les connaissances liées à l'approche PIP avec les autres communautés pour éviter qu'il n'y ait personne qui reste en arrière dans le développement.

Le Gouvernement ravi

Deo Ruberintwari, responsable du programme de décentralisation et de développement local au ministère de l'Intérieur, du Développement communautaire et de la Sécurité publique affirme que l'approche PIP implémentée par différents projets a montré son point fort au niveau des ménages et des communautés à travers l'investissement responsable soucieux de la durabilité environnementale, économique et sociale. Elle a donné un exemple parlant à travers l'organisation des communautés pour l'élaboration et la mise en œuvre des visions collinaires dans plus de 300 collines.

Selon lui, le gouvernement du

Burundi s'en réjouit. C'est pour cela que la loi organique du 7 juin 2024 portant sur l'organisation de l'administration communale précise que le plan communal de développement communautaire est élaboré en tenant compte des contenus des plans collinaires de développement. La démarche de planification collinaire s'inspire des bonnes pratiques et des acquis issus des approches participatives intégrées au Burundi, dont l'approche PIP.

Notons qu'Emmanuel Niyungeko, secrétaire permanent au ministère en charge de l'Agriculture se réjouit du fait que les projets et les programmes financés par l'ambassade des Pays Bas au Burundi et ses partenaires s'alignent avec les priorités du gouvernement du Burundi en général et du ministère en charge de l'Agriculture en particulier. On peut citer à titre illustratif l'encadrement des agriculteurs notamment dans l'amélioration de la gestion de l'exploitation agricole, l'appui aux institutions de recherche et le développement de nouvelles technologies, l'appui au secteur privé et l'accès au marché autour des chaînes de valeurs prioritaires, l'accès aux services financiers par les ménages et communautés et l'appui à l'élaboration des politiques sectorielles dans le domaine de l'environnement, de l'agriculture et de l'élevage.

BurundiPay : Le nouveau pilier de l'économie numérique

Le Burundi vient de se doter d'un nouveau système d'échange d'argent, BurundiPay, lancé officiellement le 23 avril 2026 pour permettre des transferts instantanés d'argent entre banques, microfinances et portefeuilles mobiles. Accessible même sans connexion internet sur des téléphones basiques, il vise à renforcer l'inclusion financière tout en réduisant les coûts et les risques liés à l'usage du cash.

BurundiPay est un nouveau système d'échange d'argent par téléphone mobile officiellement lancé par la Banque de la République du Burundi (BRB) ce 23 avril 2026. Selon Edouard Normand Bigendako, Gouverneur de la BRB, ce nouveau système permet à la population qu'elle soit cliente de banques commerciales, d'institutions de microfinance ou d'établissements de paiement d'effectuer des transactions instantanées depuis leurs téléphones mobiles.

La grande innovation réside dans l'interopérabilité effective entre toutes les institutions financières et établissements de paiement. Pour illustrer cela, Libère Nduwimana, directeur du département des systèmes de paiement à la BRB, a rappelé qu'auparavant, un client souhaitant transférer de l'argent vers un réseau différent devait souvent faire la queue pour retirer des espèces physiquement avant de pouvoir payer son destinataire. Désormais, BurundiPay permet d'effectuer ces transactions entre réseaux concurrents en un laps de



La grande innovation réside dans l'interopérabilité effective entre toutes les institutions financières et établissements de paiement.

temps. «Ce service, opérationnel 24h/24 et 7j/7, garantit un gain de temps précieux aux utilisateurs», souligne Nduwimana. Des démonstrations ont d'ailleurs prouvé l'efficacité de ce système, notamment avec un transfert réussi entre par exemple, un compte Bancobu et un compte IBBM+.

S'appuyant sur la norme ISO 20022, ce système garantit une large interopérabilité et un routage fluide, parfaitement compatible avec les standards mondiaux. En favorisant une saine concurrence entre les participants, il améliore significativement la qualité du

service tout en réduisant les coûts pour les consommateurs. Géré par la Banque centrale, BurundiPay assure un haut niveau de sécurité pour l'ensemble des usagers.

L'inclusion financière au cœur du projet

Le projet mise avant tout sur l'accessibilité. Malgré un taux de pénétration internet estimé à seulement 20 % au Burundi, BurundiPay a été conçu pour ne laisser personne de côté. Si des solutions modernes comme les QR codes, le webbanking et les applications mobiles sont

disponibles pour les smartphones, le système fonctionne parfaitement sur les téléphones basiques via le réseau téléphonique classique (sans internet).

Concernant les frais de transaction, Nduwimana a expliqué que la BRB ne percevra aucune redevance auprès des institutions financières et ces établissements de paiement pendant une période de trois ans. Cette gratuité à la source vise à garantir que les tarifs appliqués aux citoyens restent extrêmement bas par rapport aux services traditionnels.

L'autre objectif majeur de BurundiPay est de réduire la circulation d'argent liquide. Comme l'a démontré Amédée Kwizerimana, chef du service de surveillance des systèmes de paiement à la BRB, lors de son exposé, la gestion physique des billets de banque représente un coût colossal pour le pays : frais de production, nécessité de stockage sécurisé, transport en camions blindés sous escorte et risques constants de vol pour les particuliers. En numérisant les échanges, BurundiPay permet de sécuriser ses fonds dans son téléphone et de les utiliser à tout moment en toute sérénité.

Comment ça marche ?

Le processus se déroule de manière fluide : l'utilisateur accède d'abord à l'application mobile ou au code USSD de son institution financière, choisit l'option BurundiPay et saisit l'alias qui est généralement le numéro de téléphone du destinataire. Pour garantir la sécurité, il confirme l'opération via un code PIN, son empreinte digitale, la reconnaissance faciale ou un code OTP, permettant ainsi à BurundiPay de vérifier instantanément l'exactitude des informations, la validité du bénéficiaire et la disponibilité du solde. Une fois ces vérifications faites, la plateforme connecte les institutions concernées pour débiter le compte de l'émetteur et créditer celui du destinataire en temps réel. La transaction est finalisée en quelques secondes seulement, conclue par une notification SMS immédiate envoyée aux deux parties pour confirmer le succès du transfert.

Florence Inyabuntu

AGRICULTURE

Filière café

Un prix au producteur inchangé malgré la baisse des cours mondiaux

Face à la baisse des cours mondiaux du café, le gouvernement burundais réaffirme son soutien à la filière en maintenant le prix d'achat aux producteurs à 2 800 Fbu le kilo de cerise A et à 1 400 Fbu le kilo de cerise B pour la campagne 2026-2027. Parallèlement, ce secteur met en œuvre une transformation numérique, menée par l'ODECA et le Bureau d'études stratégiques de développement (BESD) afin de garantir une traçabilité totale des flux financiers et de sécuriser les revenus des caféiculteurs.

Bien que le prix du café sur le marché international ait récemment chuté, passant de 8 à 6 dollars le kilo, le gouvernement du Burundi a pris une décision de ne pas répercuter cette baisse sur les producteurs locaux. Pour la campagne 2026-2027, le ministre en charge du commerce, Dr Hassan Kibeya, a annoncé lors d'une conférence de presse tenue le 18 avril 2026 que les tarifs resteraient inchangés : 2 800 Fbu le kilo pour le café cerise A et 1 400 Fbu pour le café cerise B. Le ministre Kibeya a d'ailleurs précisé qu'en cas de remontée des cours mondiaux, un mécanisme de prime serait activé au profit des caféiculteurs burundais.



Pour la campagne 2026-2027, les tarifs resteraient inchangés : 2 800 Fbu le kilo pour le café cerise A et 1 400 Fbu pour le café cerise B.

Dr Kibeya a également souligné que depuis que l'Etat s'est réimpliqué dans le secteur avec la création de l'ODECA, le gouvernement a augmenté chaque année le prix d'achat d'un kilo de café auprès des producteurs. En quelques années, le prix d'un kilo de café cerise A est passé de 700 Fbu en 2021 à 850 Fbu en 2022, puis 1 200 Fbu en 2023 avant

d'atteindre le palier actuel de 2 800 Fbu fixé en mai 2025. Cette hausse significative a permis d'atténuer l'abandon massif de cette culture par les agriculteurs qui jugeaient les prix du café très dérisoires. Si les producteurs saluent aujourd'hui cet effort gouvernemental, certains estiment néanmoins que la rentabilité doit encore progresser

pour rivaliser avec d'autres cultures plus compétitives.

Digitaliser le secteur café pour plus de rentabilité

Parallèlement à cette politique des prix, le pays mise sur la digitalisation pour assainir la

gestion macroéconomique de la filière. Lors d'une conférence-débat sur les réformes économiques pour la stabilité macroéconomique au Burundi tenu au mois d'août 2025, le ministre en charge des finances avait souligné l'importance de ce chantier en rappelant que l'Etat débourse chaque année plus de 43 milliards de Fbu via l'ODECA pour l'achat du café aux producteurs. Il regrettait un décalage persistant entre les montants décaissés et les quantités réellement collectées auprès de la population. Selon lui, la mise en place d'une base de données numérique centralisant les informations des stations de lavage et des centres de transit permettra une traçabilité rigoureuse de la dépense publique.

Cette transformation numérique va être concrétisée grâce à une nouvelle plateforme de collecte conçue par le Bureau d'études stratégiques de développement (BESD) en collaboration avec l'ODECA. Cette interface permettra de centraliser en temps réel les informations sur la collecte du café cerise à travers toutes les provinces du pays. Comme l'a précisé le ministre Kibeya, des formations sur la digitalisation de ce secteur avec l'utilisation des tablettes dans la collecte des données ont été dispensées à l'endroit des agents enregistreurs sur toutes les stations de lavage et les centres de collecte.

Florence Inyabuntu



VOULEZ -VOUS RENFORCER VOTRE
VISIBILITÉ? VOULEZ-VOUS OFFRIR
DES CADEAUX CUSTOMISÉS
DE FIN D'ANNÉE?

PARMI SA GAMME DE PRODUITS,
HOPE DESIGN VOUS PROPOSE
DES GOURDES PERSONNALISÉES

